



Certifiés, Agrégés e.i.L. **C**onvergence

Françoise Roche

Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753

[FR41@wanadoo.fr](mailto:FR41@wanadoo.fr) / [gc.roche@orange.fr](mailto:gc.roche@orange.fr)

[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)

## COMMUNIQUE

### Les écoles de la seconde chance ...ou E2C ...

Voilà un vieux truc inventé, il y a 20 ans, par Edith CRESSON, socialiste, et qui de gouvernement en gouvernement, fait l'affichage politique national ou régional selon les occurrences !

Le dernier avatar un peu reluisant de cet affichage fut le « plan banlieue » de Fadela AMARA, en 2008 ...qui a sombré avec « la » capitaine qui croyait manœuvrer un cargo alors que, sans boussole ni compas, et par temps de brouillard, elle barrait un bateau en papier !

Municipalités urbaines, régions se sont lancées dans ce plan avec les moyens du bord PPP (lire Partenariat Public Privé) : quand les finances P(ubliques) viennent à manquer ou, au moins, se font chiches, le P(artenaire) P(rivé) met la clef sous la porte et va chercher ailleurs de quoi faire marcher son officine.

Qui reste en P(lan) ?

Les grands adolescents et jeunes adultes sans diplôme – et sans emploi – pour lesquels l'E2C a joué le miroir aux alouettes, et qui, à quelques très rares exceptions près, ont raté le gros lot ! Pour ne pas dire leur vie ...

**L'Ecole n'est pas une chance : elle est un DROIT**, reconnu et affirmé par la République Tout jeune, vivant sur le territoire national, avec ou sans papier, a le droit d'y avoir accès et d'y terminer, même au-delà de 16 ans, son *cursus* scolaire.

Par ailleurs, la loi édicte que tout jeune scolarisé sur ce même territoire national **ne peut quitter l'école sans avoir obtenu au moins un diplôme de niveau V**.

De ces diplômes, il ne reste que les CAP, puisque la « rénovation » de l'enseignement professionnel, actée co-gestionnairement par l'ex-ministre DARCOS et le SNETAA-FO, « première » organisation de l'Enseignement pro, a liquidé le BEP.

Quant aux créations de nouveaux CAP, sauf pour ceux liés à l'aide à la personne, elles font cruellement défaut.

Donc, de 180 000 à 200 000 jeunes de 16 ans et plus sont rejetés de l'Ecole chaque année, sans diplôme et souvent sans emploi.

La responsabilité de l'Etat-Nation en charge de faire vivre les principes et les valeurs de la République est de donner une réponse d'avenir à ces jeunes femmes et jeunes hommes laissés pour compte : or, l'E2C est une réponse dilatoire.

A l'interne de l'Education Nationale, il existe une structure de prévention et de remédiation qui est la Mission Générale d'Insertion de l'Education Nationale (MGIEN) à laquelle tous ces jeunes laissés pour compte ont le droit d'accéder pour revenir dans le *cursus*

de formation initiale. Or, certains recteurs d'Académies n'ont pas créé cette structure ... Certains autres l'ont supprimée

Sous prétexte que les Recteurs ont la liberté de choisir les modalités de la réinsertion scolaire, le ministre leur laisse la bride sur le cou, c'est-à-dire **la possibilité d'opter contre la MGIEN pour le PPP qui est une pompe à finances publiques au bénéfice des officines privées et du patronat local.**

En 2008, à propos du Plan Banlieue et de l'E2C, le SNCA e.i.L. Convergence avait interpellé le Premier Ministre qui à l'époque était, déjà, FILLON ...

Il avait fait répondre qu'il n'y avait aucune concurrence à redouter entre la MGIEN et l'E2C et même que la MGIEN serait amenée à prêter main forte à cette nouvelle expérience !

Jamais la MGIEN, là où elle existe, n'a été sollicitée pour piloter l'E2C ; ce qui est encore plus fort que la preuve par neuf : l'E2C n'a rien à voir avec un réel projet éducatif d'enseignement et de formation, son seul objectif étant d'alimenter en finances publiques, c'est-à-dire l'argent des contribuables, *via* les régions et les municipalités, des groupes privés !

Détournement de l'argent public, y compris celui du FSE qui finance également la MGIEN et l'E2C, contournement de la responsabilité éducative de l'Etat : la morale républicaine impose au ministre de l'Education National, ministre du gouvernement de la République, de mettre un terme à ces contorsions.

Puisque sa réforme du Lycée n'a pas été en mesure d'imposer une véritable remise en question de l'orientation scolaire, clef de voûte pourtant de la construction d'un lycée enfin républicain, **qu'au moins le ministre mette un terme à la mascarade de l'E2C et fasse porter prioritairement l'effort de la Nation sur le développement et le fonctionnement de la MGIEN.** Il y a des académies où ses personnels font un excellent travail qui discrédite celui, dilettante, extrêmement coûteux et improductif de l'E2C. Qu'elles soient le référentiel de la volonté d'Etat de la réintégration scolaire des victimes de l'orientation ethno-socio-culturelle qu'il n'a pas eu le courage de contester.

SFDB, le 1<sup>er</sup> mars 2011